

Les objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national

Le rapport environnemental des plans et programmes soumis à évaluation environnementale (décrets n° 2012-616 et n° 2012-995, art R122-20 du code de l'environnement et art R121-18 du code de l'urbanisme) doit exposer les motifs pour lesquels le projet de plan ou document a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement. Une mise en perspective des politiques établies au niveau international, communautaire ou national permet d'avoir une connaissance des objectifs de protection de l'environnement reconnus sur le plan international et national.

Ce document non exhaustif permet d'avoir un aperçu de l'ensemble de ces objectifs, des textes juridiques et également des déclinaisons au niveau régional.

	Conventions internationales	Politiques et droit européens	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Biodiversité et milieux naturels				
Diversité biologique	<p>1992, 22 mai : Convention sur la diversité biologique adoptée à Rio de Janeiro (sommet de la terre)</p> <p>2010, 29 octobre : protocole de Nagoya (poursuite des travaux de la conférence de Rio)</p>	<p>1995, 25 octobre : Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère approuvée à Sofia par les ministres européens de l'environnement</p> <p>1998 : Stratégie communautaire pour la biodiversité</p> <p>2006 : Plan d'action biodiversité</p>	<p>2002, 18 avril : décret d'approbation du Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux (SSCENR)</p> <p>2009 : plans d'action déclinant la Stratégie Nationale pour la biodiversité pour 2009-2010</p> <p>2010 La loi Grenelle 2, article 121 et 122 instaure la réalisation d'un document cadre intitulé « orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » qui comporte « un volet relatif à l'élaboration des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE)</p> <p>2011 : stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) 2011-2020</p> <p>2014 : orientations nationales pour la préservation et la remise en état des continuités écologiques</p>	<p>Trame verte régionale</p> <p>SSCENR Alsace en 2000</p> <p>Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) en cours d'élaboration</p>

	Conventions internationales	Politiques et droit européens	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Protection de la faune et de la flore	<p>1972, 16 novembre : Convention de Paris concernant le patrimoine mondial culturel et naturel</p> <p>1973, 3 mars : Convention de Washington (CITES) : le but de cette convention est de s'assurer que le commerce d'espèces sauvages ne mette pas en danger leur survie.</p> <p>1979, 23 juin : Convention de Bonn relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</p> <p>1979, 19 septembre : Convention de Berne sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe</p> <p>1992 : Convention sur la biodiversité : qui définit trois buts : la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable des ressources de la biodiversité et le partage des bénéfices liés à l'exploitation des ressources génétiques</p>	<p>1979, 2 avril : directive CEE n° 79/409 sur la conservation des oiseaux sauvages (version codifiée : directive 2009/147/CE du 30.11.2009)</p> <p>1992, 21 mai : directive CEE n° 92/43 sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages</p> <p>1996, 9 décembre : règlement CE modifié n° 338/97 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce</p> <p>2010, 5 novembre : n°997/2010 suspendant l'introduction de spécimen de certaines espèces de faune et flores sauvages</p>	<p>Listes nationales des espèces protégées</p> <p>2001, 3 janvier : loi n° 2001-1 portant habilitation du gouvernement à transposer par ordonnance des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire</p> <p>2001, 11 avril : ordonnance n° 2001-321 relative à la transposition de directives communautaires et la mise en œuvre de certaines dispositions du droit communautaire dans le domaine de l'environnement</p> <p>2009 : la loi Grenelle 1 du 3 août 2009, article 29 fixe comme objectif de mettre à l'étude l'aménagement des obstacles les plus problématiques pour la migration des poissons.</p> <p>2010 : stratégie de création d'aires protégées terrestres métropolitaine (SCAP)</p> <p>2010, 12 juillet :La loi Grenelle II, article 125 et 235 modifie la réglementation pour l'évaluation des incidences Natura 2000 (cf. décret 2010-365 du 9/04/2010 et circulaire de 15 avril)</p> <p>L'article 129 de la loi Grenelle II prévoit l'élaboration de plans nationaux d'action (PNA) pour la conservation ou le rétablissement des espèces végétales et animales en danger critique d'extinction.</p>	<p>Plans nationaux d'action (PNA) dont le plan de conservation du grand hamster et plans régionaux</p> <p>Liste régionale des espèces protégées</p> <p>DOCOB des sites Natura 2000</p> <p>Orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH) 2005</p> <p>Arrêtés de protection du biotope</p> <p>Réserves biologiques, forêts de protection</p> <p>Inventaires : ZNIEFF... Liste rouge de la nature menacée en Alsace (UICN)</p>

	Conventions internationales	Politiques et droit européens	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Eau et milieux aquatiques				
Gestion de la qualité des eaux et de la ressource	<p>1976, 3 décembre : Convention de Bonn sur la protection du Rhin contre la pollution</p> <p>1999, 10 décembre : Convention de Berne pour la protection du Rhin, de ses berges et de son milieu alluvial.</p>	<p>1978, 18 juillet : directive CEE n° 78/659 sur la qualité des eaux douces</p> <p>1979, 30 octobre : directive CEE n° 79/923 sur les qualités requises des eaux conchylicoles</p> <p>1991, 21 mai : directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai relative au traitement des eaux urbaines résiduaires</p> <p>1991, 12 décembre : directive du Conseil n° 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles</p> <p>1998, 3 novembre : directive n° 98/83/CE sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine</p> <p>2000, 23 octobre : directive n° 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau</p> <p>2006, 15 février : directive n° 2006/7/CE sur la qualité des eaux de baignade</p> <p>2006, 6 septembre : directive n° 2006/44/CE sur la qualité des eaux douces à protéger ou à améliorer pour être aptes à la vie des poissons</p> <p>2006, 12 décembre : directive n° 2006/118/CE sur la protection des eaux souterraines contre la pollution</p> <p>2008, 16 décembre : directive n° 2008/105/CE établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau</p> <p>2009, 31 juillet : directive 2009/90/CE concernant l'analyse chimique et la surveillance de l'état des eaux</p> <p>2013, 12 août : directive 2013/39/UE sur les substances prioritaires pour la politique de l'eau</p>	<p>1992, 3 janvier : loi n° 92-3 sur l'eau</p> <p>1995, 2 février : loi n° 95-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement</p> <p>2002, 19 juillet : loi n° 2002-1004 autorisant l'approbation de la Convention pour la protection du Rhin</p> <p>2004, 21 avril : loi n° 2004-338 portant transposition de la directive établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau</p> <p>2006 : La loi n° 2006-1772. sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 vise un triple objectif : se donner les outils en vue d'atteindre en 2015 l'objectif de « bon état » des eaux fixé par la directive cadre sur l'eau (DCE) ; améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement ; moderniser l'organisation de la pêche en eau douce.</p> <p>2009 : La loi Grenelle 1 du 3 août 2009, article 27 : D'ici 2012, assurer la protection des cinq cents captages les plus menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et produits phytosanitaires et d'ici 2015, atteindre un bon état écologique pour 66 % des masses d'eaux.</p> <p>Le plan d'actions pour la restauration de la continuité écologique annoncé le 13 novembre 2009 vise à effacer ou aménager, d'ici fin 2012, 1200 ouvrages qui empêchent la libre circulation de la faune des rivières.</p>	<p>SDAGE Rhin Meuse (en révision)</p> <p>SAGE III-nappe-Rhin</p> <p>SAGE de la Thur</p> <p>SAGE de la Largue (en révision) en élaboration</p> <p>SAGE Giessen-Liepvrette</p> <p>SAGE de la Doller</p> <p>SAGE de la Lauch</p> <p>Périmètres de captage d'eau</p>

	Conventions internationales	Politiques et droit européens	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Zones humides, milieux lagunaires	<p>1971 : convention de RAMSAR sur les zones humides : elle s'engage à préserver les zones humides. Elle œuvre également à faire respecter un mode d'exploitation durable de ces zones.</p> <p>1979, 19 septembre : Convention de Berne sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel</p> <p>1999, 10 décembre : Convention de Berne pour la protection du Rhin, des ses berges et de son milieu alluvial.</p>		<p>1986, 3 janvier : loi n° 86-2 sur l'aménagement et la protection du littoral</p> <p>1992, 3 janvier : loi n° 92-3 sur l'eau</p> <p>1999, 25 juin : loi n° 99-53 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable des territoires</p> <p>1999, 9 juillet : loi n° 99-574 d'orientation agricole</p> <p>2005, 23 février : loi n° 2005-157 relative au développement des territoires ruraux</p> <p>2006, 5 janvier : loi n° 2006-11 d'orientation agricole</p> <p>2009 : La loi Grenelle 1 du 3 août 2009, article 23 : Engagement à acquérir et préserver 20 000 hectares de zones Humides.</p> <p>2014 : 3ème plan national d'action en faveur des milieux humides qui vise à préserver et restaurer la valeur écologique et les services rendus par ces milieux</p>	SDAGE et SAGEs
Espaces naturels et ruraux				
Utilisation des espaces naturels et ruraux			<p>1999, 25 juin : loi n° 99-53 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable des territoires</p> <p>2000, 13 décembre : loi n° 2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbains</p> <p>2002, 18 avril : décret d'approbation du Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux (SSCENR)</p> <p>2005, 23 février : loi n° 2005-157 relative au développement des territoires ruraux</p> <p>2006, 5 janvier : loi n° 2006-11 d'orientation agricole</p> <p>2006, 14 avril : loi n° 2006-436 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux</p> <p>2010, 27 juillet : loi n° 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche</p>	<p>SSCENR Alsace en 2000</p> <p>Chartes des parcs naturels régionaux</p> <p>Trame verte régionale</p> <p>Orientations régionales forestières</p> <p>Directive et schéma régionaux d'aménagement forestiers (DRA et SRA) 2009</p> <p>Schéma régional de gestion sylvicole des forêts privées (SRGS) 2006</p> <p>Documents de gestion de l'espace agricole et forestier</p>

	Conventions internationales	Politiques et droit européens	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Protection de la montagne, parcs et réserves			<p>1985, 9 janvier : loi n° 85-30 relative au développement et à la protection de la montagne</p> <p>1995, 2 février : loi n° 95-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement</p> <p>2000, 13 décembre : loi ° 2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbains</p> <p>2005, 23 février : loi n° 2005-157 relative au développement des territoires ruraux</p> <p>2006, 5 janvier : loin° 2006-11 d'orientation agricole</p> <p>2006, 14 avril : loi n° 2006-436 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux</p>	Chartes des parcs naturels régionaux des Vosges et des Ballons des Vosges
Accès à la nature			<p>1983, 22 juillet : loi n° 83-663 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat</p> <p>1985, 9 janvier : loi n° 85-30 relative au développement et à la protection de la montagne</p> <p>1991, 3 janvier : loi n° 91-2 sur la circulation des véhicules dans les espaces naturels</p>	

	Conventions internationales	Directives européennes	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Patrimoine naturel et culturel				
Sites et patrimoine	1972 , 16 novembre : Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	1985 , 23 juin : Convention européenne de Delphes sur les infractions visant des biens culturels 1992 , 16 janvier : convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique	1913 , 31 décembre : loi sur la protection des monuments historiques 1930 , 2 mai : loi sur la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque 1941 , 27 septembre : loi portant réglementation des fouilles archéologiques 1962 , 4 août : loi sur les secteurs sauvegardés visant à protéger les quartiers anciens par l'élaboration de plans de sauvegarde et de mise en valeur 1983 , 7 janvier : loi n° 83-8 sur la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat à l'origine des ZPPAUP 1995 , 2 février : loi n° 95-101 sur le renforcement de la protection de l'environnement 1997 , 28 février : loi n° 97-179 relative aux autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés 2001 , 17 janvier : loi n° 2001-44 relative à l'archéologie préventive 2003 , 1 ^{er} août : loi n° 2003-707 modifiant la loi 2001-44 relative à l'archéologie préventive	Sites inscrits et classés Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (exZPPAUP) Plans de sauvegarde et de mise en valeur
Cadre de vie				
Paysage	2000 , 20 octobre : convention européenne du paysage (entrée en vigueur en France le 1-07-2006)		1993 , 8 janvier : loi n° 93-24 relative à la protection et à la mise en valeur des paysages	Chartes des parcs naturels régionaux : PNRBV 2012-2024 et PNRVN révision en cours ZIEP (zones d'intérêts écologique et paysager) Alsace Unités paysagères des départements Gerplans pour le 68 Futur atlas régional

	Conventions internationales	Directives européennes	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Prévention des nuisances acoustiques		<p>2002, 26 mars : directive n° 2002/30/CE relative à l'établissement de règles et procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports</p> <p>2002, 25 juin : directive n° 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement au moyen de cartes de bruit stratégiques, à la prévention et à la réduction des bruits excessifs au moyen de plans d'action.</p>	<p>1985, 11 juillet : loi n° 85-696 sur l'urbanisme au voisinage des aéroports</p> <p>1992, 31 décembre : loi n° 92-1444 relative à la lutte contre le bruit</p> <p>1995, 2 février : loi n° 95-101 relative au renforcement de l'environnement</p> <p>2003, 6 octobre : plan national d'action contre le bruit</p> <p>2005, 26 octobre : loi n° 2005-1319 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire</p> <p>2009 : la Loi Grenelle 1 article 41 prévoit l'inventaire des points noirs du bruit. Les plus préoccupants pour la santé feront l'objet d'une résorption dans un délai maximal de sept ans. L'État encouragera la mise en place d'observatoires du bruit dans les grandes agglomérations.</p>	<p>Plans d'exposition au bruit des aéroports de Strasbourg-Entzheim et de Mulhouse</p> <p>Cartes de bruit des agglomérations de Strasbourg et de Mulhouse</p> <p>Recensement départemental des infrastructures bruyantes</p>
Prévention des nuisances visuelles			<p>1979, 29 décembre : loi n° 79-1150 sur la publicité, les enseignes et préenseignes</p> <p>2010 : loi Grenelle 2 sur les enseignes et préenseignes, prévention des nuisances visuelles</p>	
	Conventions internationales	Directives européennes	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Pollutions et qualité des milieux (hors eau)				
Qualité de l'air et de l'atmosphère et changement climatique	<p>1979, 13 novembre : Convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfrontalière</p> <p>1985, 22 mars : Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</p> <p>1992, 5 juin : Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques</p> <p>1997, 11 décembre : protocole de Kyoto à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques</p> <p>2001, 23 juillet : convention-cadre des modalités d'application du</p>	<p>1984, 28 juin : directive 834/330/CEE sur la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles</p> <p>1986, 17 novembre : règlement modifié CEE n° 3528/86 sur la protection des forêts contre la pollution atmosphérique</p> <p>1989, 8 juin : directive n° 89/369/CEE sur la prévention de la pollution atmosphérique en provenance des installations nouvelles d'incinération des déchets municipaux</p> <p>1989, 21 juin : directive n° 89/429/CEE sur la réduction de la pollution atmosphérique en provenance des installations existantes d'incinération des déchets municipaux</p> <p>2000, 16 novembre : directive 2001/69/CE</p>	<p>1961, 2 août : loi n° 61-482 sur les pollutions atmosphériques et odeurs</p> <p>1995, 2 février : loi n° 95-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement</p> <p>1996, 30 décembre : loi n° 96-1236 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie</p> <p>2000, 19 janvier : programme national de lutte contre le changement climatique</p> <p>2000, 18 septembre : ordonnance n° 2000-914 relative à la partie législative du code de l'environnement</p> <p>2001, 19 février : loi n° 2001-153 portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements d'outre-</p>	<p>Schéma Régional Climat, Air, Energie (SRCAE) 2012</p> <p>Plan de protection de l'atmosphère (PPA) de Strasbourg approuvé en 2011</p> <p>Plans de déplacements urbains (CUS, Mulhouse, agglomération de Colmar...)</p> <p>Cf. plans climats PCET</p>

Conventions internationales	Directives européennes	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
<p>protocole de Kyoto à Bonn</p>	<p>fixant les plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques 2001, 22 octobre : directive 2001/81/CE fixant les valeurs limites pour le C6H et le CO dans l'air ambiant 2002, 12 février : directive 2002/3/CE relative à l'ozone dans l'air ambiant 2004, 15 décembre : directive 2004/107/CE concernant certains polluants présents dans l'air ambiant (HPA...) 2008, 21 mai : directive 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'europe 2010 : Directive du Conseil du 27 septembre 1996 relative à l'évaluation et à la gestion de la qualité de l'air ambiant prévoit une valeur cible de 25 µg/m3 de particule fine dans l'air à atteindre d'ici 2010.</p>	<p>mer 2001, 11 avril : ordonnance n° 2001-321 relative à la transposition de directives communautaires et à la mise en œuvre de certaines dispositions du droit communautaire dans le domaine de l'environnement 2001, 9 mai : loi n° 2001-398 portant création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale 2002, 18 avril : décret d'approbation du schéma de services collectifs de l'énergie (SSCE) 2009 : la loi Grenelle 1 du 3 août 2009, article 40 instaure l'élaboration d'un plan particules qui devra permettre d'atteindre en France en 2010 une valeur cible de 15 microgrammes par mètre cube (PM2,5), dont le respect deviendra obligatoire en 2015. 2013 : plan d'urgence pour la qualité de l'air</p>	

	Conventions internationales	Directives européennes	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Pollutions et qualité des milieux (hors eau) – suite				
Fabrication, importation et mise sur le marché de substances chimiques		<p>2003, 27 janvier : directive n° 2002/95/CE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et numériques</p> <p>2008 30 mai : règlement 440/2008 sur les substances chimiques dit REACH</p>	<p>1942, 5 février : loi n° 263 relative au transport de matières dangereuses</p> <p>1977, 12 juillet : loi n° 77-771 sur le contrôle des produits chimiques</p> <p>2001, 11 avril : ordonnance n° 2001-321 de transposition de directives communautaires et mise en œuvre de certaines dispositions du droit communautaire dans le domaine de l'environnement</p>	
Déchets		<p>1992, 3 janvier : directive 92/3/Euratom sur la surveillance et le transfert de déchets radioactifs</p> <p>1993, 1^{er} février : règlement n° 93/259/CEE sur la surveillance des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne</p> <p>1994, 16 décembre : directive n° 94/67/CE sur l'incinération de déchets dangereux</p> <p>1999, 26 avril : directive n° 99/31/CE concernant la mise en décharge des déchets</p> <p>2000, 4 décembre : directive n° 2000/76/CE sur l'incinération des déchets</p> <p>2003, 27 janvier : directive n° 2002/95/CE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p>2006, 15 mars : directive n° 2006/21/CE concernant les déchets de l'industrie extractive</p> <p>2008, 19 novembre : Directive n°2008/98/CE relative aux déchets</p>	<p>1975, 15 juillet : loi n° 75-633 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux</p> <p>1980, 15 juillet : loi n° 81-531 sur les économies d'énergie</p> <p>1991, 30 décembre : loi n° 91-1381 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs</p> <p>1995, 2 février : loi n° 95-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement</p> <p>2006, 28 juin : loi n° 2006-739 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs</p> <p>2009 : Plan d'actions déchets 2009-2012</p>	<p>Plan régional d'élimination des déchets dangereux 2012</p> <p>Plans de prévention et de gestion des déchets non dangereux (PPGDND 67 en 2013 et PEDMA 68 2003 en cours de révision)</p>

	Conventions internationales	Directives européennes	Politiques nationales	Outils de déclinaisons territoriales
Risques				
Risques technologiques Installations classées pour la protection de l'environnement		<p>1982, 24 juin : directive CEE n° 82/501 sur les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles (directive Seveso)</p> <p>1996, 9 décembre : directive n° 96/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses</p> <p>2012, 4 juillet : directive 2012/18/UE (dite directive Seveso 3) relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses</p>	<p>1976, 19 juillet : loi n° 76-633 sur les installations classées</p> <p>1993, 4 janvier : loi n° 93-3 sur les carrières</p> <p>2003 : la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels, vise les établissements industriels à haut risque relevant de la directive Seveso 2.</p> <p>2004 : la loi du 13 août 2004 relative à la sécurité civile et à la prévention des risques majeurs vise à fixer les conditions de préparation des mesures de sauvegarde et la mise en œuvre des moyens nécessaires pour faire face aux risques majeurs et aux catastrophes.</p>	<p>Schémas départementaux des carrières 67 et 68 approuvés le 30-10-2012</p> <p>Plans de prévention des risques technologiques (PPRT)</p>
Installations nucléaires	1994 , 20 septembre : convention de Vienne sur la sûreté nucléaire	1993 , 8 juin : règlement (Euratom) n° 1493/93 concernant les transferts de substances radioactives entre les Etats membres	2006 , 13 juin : loi n° 2006-686 relative à la transparence et à la sécurité nucléaire	
Prévention des risques naturels		<p>1992, 23 juillet : règlement CEE n° 2158/92 relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies</p> <p>2007 : la directive européenne du 23 octobre 2007 relative à la gestion des inondations, demande aux États membres d'identifier et de cartographier les bassins hydrographiques et les zones côtières à risque et d'établir des plans de gestion. transposée par la loi Grenelle 2.</p>	<p>1985, 9 janvier : loi n° 85-30 relative au développement et à la protection de la montagne</p> <p>1987, 22 juillet : li n° 87-565 sur la sécurité civile et la prévention des risques majeurs</p> <p>1992, 3 janvier : loi n° 92-3 sur l'eau</p> <p>1995, 2 février : loi n° 95-101 sur le renforcement de la protection de l'environnement instaure les plans de prévention des risques naturels prévisibles (les PPR), institués.</p> <p>1999, 30 mars : loi n° 99-245 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation</p> <p>2004 : la loi du 13 août 2004 relative à la sécurité civile et à la prévention des risques majeurs vise à fixer les conditions de préparation des mesures de sauvegarde et la mise en œuvre des moyens nécessaires pour faire face aux risques majeurs et aux catastrophes.</p>	<p>SDAGE et SAGES</p> <p>Plans de prévention des risques (PPR)</p> <p>Plans de prévention des risques d'inondation (PPRI)</p> <p>Futur plan de gestion des risques d'inondation (PGRI)</p> <p>Programme de lutte contre l'érosion des sols agricoles</p>
Energie				
Développement des énergies		2008 paquet Energies-climat pour 2020: améliorer l'efficacité énergétique de 20 %,	2002 , 18 avril : décret d'approbation du schéma de services collectifs de l'énergie (SSCE)	ZDE (2 dans le 67 et 1

renouvelables		porter à 20 % la part de renouvelable dans la consommation finale d'énergie et réduire de 20 % les émissions de CO2 par rapport à leur niveau de 1990 2009 , 23 avril : directive n° 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables	2003 , 7 février : arrêté de la programmation pluriannuelle des investissements de la production, électrique 2005 , 13 juillet : loi n° 2005-781 fixant les orientations de la politique énergétique 2005 , 13 décembre : plan d'action dans le domaine de la biomasse 2006 , 5 janvier : loi n° 2006-11 d'orientation agricole 2009 : 23% pour la France (Loi Grenelle 1 du 3 août 2009, article 2) 2010 , 12 juillet : loi Grenelle II	dans le 68) Schéma de service collectif de l'énergie SRCAE avec schéma éolien intégré Schéma régional des EnR avec schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables
Maîtrise de la demande d'énergie		2006 , mars : livre vert de la Commission européenne sur l'efficacité énergétique 2008 paquet Energies-climat pour 2020: améliorer l'efficacité énergétique de 20 %, porter à 20 % la part de renouvelable dans la consommation finale d'énergie et réduire de 20 % les émissions de CO2 par rapport à leur niveau de 1990 2010 , 19 mai : directive 2010/31/UE qui complète la directive n° 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments	1996 , 30 décembre : loi n° 96-1236 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie 2000 , 19 janvier : programme national de lutte contre le changement climatique 2002 , 18 avril : décret d'approbation du schéma de services collectifs de l'énergie (SSCE) 2003 , 7 février : arrêté de la programmation pluriannuelle des investissements de la production, électrique 2005 , 13 juillet : loi n° 2005-781 fixant les orientations de la politique énergétique dite loi POPE 2009 , 3 août : loi Grenelle 1 2010 , 12 juillet : loi Grenelle II	Cf. documents ci-dessus plans climats PCET
Santé et environnement				
		2004-2010 Plan d'action en faveur de l'environnement et de la santé	2004 : Loi n° 2004-806 relative à la politique de santé publique 2009-2013 2 ^{ème} Plan national Santé Environnement propose 12 mesures stratégiques dont l'action 13 : prendre en compte l'impact sur la santé des différents modes de transport. Il fixe également l'objectif, d'ici 2013, de réduire de 30 % les émissions de particules fines dans l'air et de diminuer les émissions dans l'air et dans l'eau de 6 substances toxiques : mercure, arsenic, hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), benzène, perchloroéthylène et PCB/dioxines.	Plan régional santé environnement 2 approuvé le 10-09-2012
Adaptation au changement climatique				

			<p>2009: La loi Grenelle 1 du 3 août 2009, article 42 prévoit la réalisation d'un Plan national d'adaptation climatique. Ce plan national trouvera sa déclinaison territoriale dans les futurs « schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie » proposés ensuite par la loi Grenelle 2 et dans les « Plans Climat Énergie Territoriaux »</p> <p>2011 : Le plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) pour la période 2011-2015</p>	SRCAE 2012 et PCET.
Développement durable				
		stratégie européenne du développement durable (révisée juin 2006)	2014 : stratégie nationale de transition écologique vers le DD 2014-2020	Agendas 21